



Dr. Olivier Buirette

En cette fin d'année 2021, les historiens auraient du mal à ne pas se souvenir, comme tous celles et ceux qui l'ont vécu, que, il y a 40 ans, la Pologne plongeait de 1981 à 1983 dans ce que l'on devait appeler l'« état de guerre ». Afin de contourner les accords d'Helsinki signés quelques années auparavant, l'URSS laissait aux communistes polonais du Général Jaruzelski, le soin d'assurer la répression de grandes grèves organisées alors à Gdansk et ailleurs dans le pays par le syndicat Solidarité dirigé par Lech Walesa. Qui aurait cru alors que, moins de dix ans plus tard, le mur de Berlin tomberait et que la Pologne serait le premier des pays du bloc de l'Est à redevenir un État libre avec pour premier président le fameux leader de Solidarité.



Tout le monde garde également en mémoire l'élection en 1978, à Rome, du premier pape polonais de l'Histoire : Jean-Paul II. Un événement qui pèsera grandement sur la chute du communisme.

La Pologne : Entre attirance et répulsion vis-à-vis de l'Ouest ?

Après la Pologne, ce fut bien entendu le tour de la RDA et de la Tchécoslovaquie de Vaclav Havel, mais aussi d'une Hongrie qui redevenait enfin libre après la terrible répression de 1956 encore bien présente dans les mémoires.

Qui aurait imaginé que l'URSS elle-même allait disparaître à la fin de l'année 1991, permettant ainsi un premier « élargissement militaire » de l'OTAN puis les élargissements économiques de l'UE en 2004, 2007 et 2013 ? La grande crise économique et financière de 2008 devait inaugurer des temps troublés dans lesquels nous nous trouvons encore, et entraîner le renfermement de ces jeunes démocraties qui permirent, dix ans auparavant, la réunification européenne. Dans le cas de la Pologne, un parti ultra conservateur a affirmé son pouvoir depuis 2015. Il s'agit du PiS (Parti droit et justice) qui développe les fermentations, comme en Hongrie depuis 2010, d'un État d'inspiration illibérale où le pouvoir en place se raidit et réduit les grands pouvoirs indépendants de la sphère politique comme la presse ou encore — et ceci fut plus grave dans cette crise — celui de la justice. Le choc de l'instrumentalisation de la crise migratoire organisée par la Biélorussie voisine durant l'automne 2021 devant encore renforcer cette dimension.

Que se passe-t-il donc à l'Est ? La Pologne serait-elle devenue le nouveau sismographe d'un basculement des jeunes démocraties de l'ex-bloc vers une défiance vis-à-vis de l'UE ? Mais pour aller où ? Se tourner à nouveau vers Mos-

cou ? Vers une Russie de plus en plus inquiétante pour ces pays ? Assurément non, mais nous pouvons en tout état de cause constater que les menaces ou en tout cas les craintes que les pays voisins font peser depuis quelque temps sur les derniers entrants de l'ancien bloc socialiste dans l'UE entraînent ces États à renforcer leur autorité. Nous avons dans le cas de la Pologne — mais cela vaut aussi pour d'autres pays de ce qui fut le bloc communiste — la conjonction d'une situation économique très dégradée depuis la grande crise de 2008 et le retour de la Russie sur la scène internationale, renforçant ainsi ses deux alliés qui lui restent encore entre elle-même et l'UE : la Biélorussie au nord-est et la Moldavie au sud-est.



Comme c'est le cas dans de nombreux nouveaux membres de l'UE, tout ceci renforce le sentiment de souveraineté nationale en Pologne. Il ne faut alors pas s'étonner que les décisions nationales prennent le pas sur des directives perçues comme lointaines et surtout imposées par Bruxelles.



Le groupe de Visegrad, créé en 1991 pour faciliter la marche vers l'Ouest (OTAN et UE) et qui réunissait la Pologne, la Tchéquie puis la Slovaquie (1993) et la Hongrie, pourrait bien devenir dans le débat européen une force de contre-proposition pour une lecture plus autonome des liens unissant les États de l'UE. En témoignent les accords au sein du groupe pour s'opposer aux flux de migrants depuis 2015, ce qui vient contrer directement les positions occidentales, essentiellement franco-allemandes.

Sur fond de crise sanitaire, la fin de l'année 2021 montre bien que les débats au sein même de l'UE sont fort complexes et que les problèmes rencontrés par certains ex-pays du bloc de l'Est comme la Pologne permettent de mettre en avant bien des forces centrifuges parmi les 27 alors que la France s'apprête, le 1^{er} janvier 2022, à prendre la Présidence du Conseil de l'Union européenne (PFUE). Sans aller jusqu'à ce que craignent certains analystes, c'est-à-dire un « Poxxit », il semble nécessaire que soit prise en compte l'importance de la souveraineté chez certains nouveaux entrants, souveraineté dont ils ont été privés pendant les plus de 40 années de guerre froide. Garder ceci à l'esprit est sans doute nécessaire pour l'avenir de la construction européenne, quelle que soit la direction qu'elle prendra.

Quelles étaient les véritables intentions du « Sommet pour la démocratie » ?

Voulu et organisé par l'administration Biden, le « sommet pour la démocratie », qui s'est tenu les 9 et 10 décembre par visioconférence, est loin d'avoir fait l'unanimité. Alors qu'au sein même des États-Unis, la majorité des 18-29 ans considère que la démocratie américaine est « en difficulté » ou « défaillante », il a été perçu comme de très mauvais ton que la Maison-Blanche se permette de choisir quels pays seraient les membres du cercle fermé des « vraies » démocraties.

La sélection des invités du 46^e président des États-Unis a de quoi laisser perplexe. Figuraient notamment sur la liste des pays présents l'Angola (117^e au *Global Democracy Index 2020*), l'Irak (119^e), ou encore la République Démocratique du Congo (166^e, entre la Centrafrique et... la Corée du Nord). Ensuite, plusieurs pays

n'étant pourtant catégorisés ni comme des « régimes autoritaires » ni même comme des « régimes hybrides » étaient absents du sommet. C'est le cas par exemple de la Hongrie, pourtant classée « démocratie flouée » au même titre que la France ou le Brésil, qui fut le seul pays de l'Union européenne à avoir été mis sur le carreau.

On pourrait alors facilement penser que ce sommet « pour la démocratie » n'était qu'un moyen de réunir les alliés traditionnels de Washington et de créer une dynamique commune dirigée contre Pékin et Moscou. Cependant, les choses semblent moins simples qu'il n'y paraît. Les exemples de la Hongrie, mais également de la Turquie, qui sont tous deux membres de l'OTAN et donc des alliés directs des États-Unis, laissent à penser que Joe Biden cherchait plutôt à marquer une rupture avec son prédécesseur qui s'entendait relativement bien avec les deux laissés pour compte. De plus, le fait que la Hongrie de Viktor Orbán traite en bons termes avec la Chine comme la Turquie d'Erdoğan le fait avec la Russie semblerait indiquer que la Maison-Blanche n'a que faire des alliances traditionnelles dès lors qu'il s'agit de sanctionner symboliquement ceux qui feraient « affaire avec l'ennemi ».



Le « sommet pour la démocratie » était-il donc un moyen efficace pour les États-Unis de réaffirmer leur leadership dans un esprit de « guerre froide », comme le déclarent le Kremlin et son homologue chinois ? Rien n'est moins sûr. Selon une étude du *Pew Research Center*, parmi les 16 pays les plus développés du sommet, seuls 17 % considèrent encore la démocratie américaine comme un modèle à suivre, et certains fustigent même la pertinence d'une telle initiative. Alors que les États-Unis viennent tout juste de perdre leur rang de première puissance mondiale selon le rapport du cabinet stratégique *Mc Kinsley & Co*, le sommet semble plus relever du chant du cygne que du banquet triomphal.

* Elias Hebbat

